

Les épiciers du Conseil d'Etat ont peur de monsieur Carrefour mais pas de la révolte des Français

écrit par Christine Tasin | 20 juillet 2021





Quel mépris...

Ils ont dû chercher longtemps ce qu'ils pourraient dire et faire sans mécontenter Macron tout en ayant l'air d'avoir étudié le dossier et s'être préoccupés de nos libertés fondamentales.

Il est vrai qu'en s'inquiétant de fait que des non vaccinés pourraient être refusés dans des centres commerciaux et que, de ce fait, ils pourraient mourir de faim faute d'autres commerces, ils ont soulevé un sacré problème !!!

Un jeu d'équilibriste pour l'exécutif. Le gouvernement veut maintenir l'obligation de présenter [un pass sanitaire](#) dans certains centres commerciaux, tout en tenant compte de l'avis du Conseil d'Etat qui juge que l'accès aux biens de première nécessité doit être garanti, a annoncé lundi 19 juillet le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal.

L'exécutif avait proposé dimanche de limiter l'obligation de présenter un pass sanitaire aux centres commerciaux de plus de 20 000 m², à partir du début août. Mais dans son avis rendu lundi, le Conseil d'Etat [a souligné](#) que la présentation d'un

pass sanitaire dans ces structures était « susceptible de concerner tout particulièrement l'acquisition de biens de première nécessité, notamment alimentaires ».

Or, la juridiction y voit « une atteinte disproportionnée aux libertés », notamment pour les personnes ne pouvant être vaccinées pour des raisons médicales et qui devront donc se faire « tester très régulièrement » pour accéder à ces centres. A l'issue du Conseil des ministres lundi soir, Gabriel Attal a annoncé qu'il avait été « décidé d'adapter la rédaction de cette mesure dans le projet de loi » du gouvernement qui étend l'obligation du pass sanitaire.

https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/pass-sanitaire/covid-19-le-gouvernement-veut-maintenir-le-pass-sanitaire-dans-certains-centres-commerciaux-en-tenant-compte-de-l-avis-du-conseil-d-etat_4708629.html

Les guignols... Les jocrisses... les traitres... les soumis...

Nous avons deviné que les salopards ne se soucieraient pas de nos libertés fondamentales; celle de se déplacer, de voyager, et surtout de travailler...

Depuis un an et demi, le Conseil d'Etat valide tout, masque obligatoire, confinement, vaccination... et rejette tous les recours ! Même ceux des soignants contraints de soigner les malades sans masque, vêtus de sacs poubelle... avec l'interdiction de soigner avec l'hydroxychloroquine.

<https://resistancerepublicaine.com/2020/09/07/le-conseil-detat-approuve-en-grande-partie-limposition-du-masque-partout-les-tartuffe/>

<https://resistancerepublicaine.com/2020/03/29/les-vendus-du-conseil-detat-refusent-les-demandes-des-soignants-masques-tests-et-chloroquine/>

Nous ne sommes pas étonnés, il faut dire que nous avons,

depuis des années vu l'évolution catastrophique des juges du « Conseil d'Etat » qui ne roulent plus que pour ceux qui sont au pouvoir. Mis en place par des mondialistes immigrationnistes, ils valident la politique des mondialistes immigrationnistes islamophiles. Logique...

<https://resistancerepublicaine.com/2018/10/07/conseil-detat-conseil-constitutionnel-csa-ont-participe-a-la-creation-dune-nation-islamique-en-france/>

<https://resistancerepublicaine.com/2017/08/02/terrifiant-le-conseil-detat-cede-au-ccif-sur-le-voile-en-ecole-dinfirmiers/>

Rappelez-vous la fameuse affaire des burkinis autorisés sur nos plages par le conseil d'Etat... Arrêté du 26 août 2016...

<https://resistancerepublicaine.com/2016/09/10/sisco-superbe-demonstration-dune-juriste-tres-critique-a-legard-de-la-decision-du-conseil-detat/>

<https://resistancerepublicaine.com/2016/08/30/burkini-hollande-est-alle-repecher-tuot-qui-netait-plus-juge-au-conseil-detat/>

.

C'était il y a un siècle... Depuis les trahisons se suivent et s'amplifient.

En avril dernier, déjà, un vacciné de 83 ans s'était vu refuser le droit d'aller et venir à sa guise... Sont pas à une contradiction près, les juges pourris !

<https://resistancerepublicaine.com/2021/04/03/florian-philippot-enfermes-a-vie-lincroyable-aveu-de-veran-et-du-conseil-detat/>

.

Le Conseil d'Etat, dhimmi de compétition, ouvre la voix des repas halal dans les cantines...

<https://resistancerepublicaine.com/2020/12/13/gilles-platret-maire-de-chalon-sur-saone-le-conseil-detat-ouvre-la-voie-au-repas-halal-dans-les-cantines/>

Et il ne voit pas de problème avec l'abattage halal...

<https://resistancerepublicaine.com/2019/10/21/viol-en-reunion-de-la-laicite-par-le-conseil-detat-oui-a-labattage-sans-etourdissement/>

Bref, Conseil d'Etat comme Cour de Cassation sont devenus des outils au service des dictateurs...

CF ce brillant échange entre Zemmour et Philippot en mai dernier à propos de Napoléon, du Conseil d'Etat et des libertés.

[...]

FP : Il y a d'autres pays qui n'ont pas séquestré leur peuple...Ce qui m'étonne c'est la faiblesse des contre-pouvoirs, grands médias, Parlement et grands partis d'opposition qui sont absents., timorés, et le Conseil d'Etat, appelé aussi « juge des libertés » !

EZ : décidément il y a une cohérence dans vos questions, je me demande même si vous avez remarqué à quel point il y a une cohérence. Je vais vous dire pourquoi. Je trouve que dans cette affaire le Conseil d'Etat retrouve son rôle originel.Parce que Napoléon, c'est pas un grand libéral, il invente le Conseil d'Etat pour avoir les gens les plus brillants autour de lui et pour le servir, pour renforcer l'Etat. Les conseillers d'Etat partaient chaque jour partout, jusqu'à Moscou, pour faire signer les parapheurs. Là on peut en penser et dire ce que vous voulez, que c'est privatif de liberté et vous avez raison, le Conseil d'Etat retrouve là son rôle originel voulu par Napoléon de bras armé de l'Etat quand l'Etat a besoin En vérité, le Conseil d'Etat se contredit lui-même, parce que depuis 50 ans il prétend ne plus avoir ce rôle-là et avoir un rôle de défenseur des libertés. En

particulier pour tout ce qui a trait à l'immigration.

FP: En effet, en janvier le gouvernement a voulu, pour des raisons sanitaires, suspendre le regroupement familial, le Conseil d'Etat a refusé. Le regroupement familial, vous n'y touchez pas. Et il l'a justifié par la jurisprudence européenne.

EZ : il n'avait pas besoin, rappelez-vous, en 78 l'arrêt Gisti, pour moi la mère de toutes les catastrophes, arrêt de Raymond Barre

FP : un des arrêts Gisti il y en a eu plusieurs

EZ je ne savais pas, donc celui de 78. Barre avait compris que le regroupement familial allait transformer toute la population. IL a arrêté tout de suite et c'est le Conseil d'Etat qui a cassé ce décret... et il continue, il y a quelques jours ou semaines il a recommencé, en imposant le regroupement des épouses des bi-nationaux. C'est vraiment la contradiction majeure du Conseil d'Etat. Pour l'immigration c'est le respect absolu de la liberté, là il n'y a plus de considération de l'intérêt de l'Etat ou de la France. En revanche sur la crise, on en pense ce qu'on en veut, on peut penser que c'est liberticide mais là il entend les arguments de l'Etat qui lui dit que c'est l'intérêt général. C'est pour l'Etat, c'est pour protéger l'Etat...ça peut nous agacer.

FP: ça nous agace parce qu'on n'a plus Napoléon à la tête de l'Etat, mais Macron...

EZ : vous avez tout dit...

[...]

<https://resistancerepublicaine.com/2021/05/03/passionnant-entretien-entre-zemmour-et-philippot-deconstruction-napoleon-crise-covid-nation/>